

## SOMMAIRE

### Page 1

L'année du Grand Havre.  
L'ombre des municipales.

### Page 2

Le pari hydrolien.  
La plaque politique "sensible".

### Page 3

ANRU 2 : l'ouverture des chantiers.  
Lutte contre la désertification médicale.

### Page 4

La quadrature de Val-de-Reuil.  
Les investissements.

### L'ombre des municipales.

Pour valoriser la Pointe de Caux, la création de la Communauté urbaine du Havre est une bonne nouvelle. Mais son lancement le 1<sup>er</sup> janvier prochain va se produire à un très mauvais moment, comprenez à 15 mois des élections municipales de 2020.

- Résultat, en s'engageant dans l'aventure, beaucoup des 54 maires concernés vont aussi penser à la future échéance. Ils ouvriront alors une boîte de Pandore remplie d'incertitudes qui, n'en doutons pas, influenceront leurs choix sur la gouvernance de l'institution et la définition de ses politiques.

- Par exemple, qui se représentera, et qui ne se représentera pas ? La question est importante, notamment pour les maires de Caux-Estuaire qui se sont opposés sur le dossier de la CU. du Havre.

- L'avenir de Luc Lemonnier sera également évoqué. Edouard Philippe reviendra-t-il ? Il ne l'exclut pas. Mais s'il reste à Paris, Luc Lemonnier sera-t-il bien armé pour résister à la possible candidature du député PC, Jean-Paul Lecoq ?

On le voit, les municipales vont tout "aspirer" : ce n'est pas bon pour la CU du Havre : lancement compliqué.

## L'année du grand Havre.

### • CU. : le compte à rebours est lancé.

Depuis le vote positif de la CDCI 76, c'était le 7 septembre dernier, les 54 maires de la future communauté urbaine du Havre n'ont pas perdu de temps. Ils se sont très vite retrouvés pour mettre en place des groupes de travail thématiques, sur tous les sujets techniques (comme la sécurité, la mobilité, le numérique, les déchets...), afin de préparer la fusion de leurs 3 intercommunalités, le 1<sup>er</sup> janvier prochain.

- De fait, ils avancent à un bon rythme. Le 6 novembre, ils vont participer à un premier séminaire de synthèse qui leur permettra de valider les différents points d'accord et d'examiner les problèmes restant à traiter. Ils relanceront ensuite les groupes de travail pour trouver les meilleures solutions et un deuxième séminaire est d'ores et déjà programmé, le 3 décembre, afin de procéder aux ultimes arbitrages.

- Pour Luc Lemonnier, cette méthode est la bonne : "ce sont les maires et non les présidents d'intercommunalités qui construisent la nouvelle communauté ; pour décider, nous sommes tous à égalité : un maire = une voix".

- Pendant ce temps-là, les services de la préfecture 76 ont préparé l'arrêt de création ; le 19 octobre, Fabienne Buccio l'a officiellement signé.

*Mon commentaire* : le premier conseil communautaire se réunira le 15 janvier. Luc Lemonnier se présentera à la présidence ; on peut parier qu'il sera élu ; 2019 sera donc l'année du "grand lancement".

### • Une année de transition.

Sur le papier, la Communauté urbaine du Havre est déjà un territoire "fort et structurant" pour la région tout entière.

- Quand on additionne la CODAH, Caux Estuaire et la CC. du Canton de Criquetôt l'Esneval, on obtient un ensemble de 271 000 habitants, comparable à la Communauté urbaine de Caen. Mais celui-là est bien positionné sur la Seine et l'estuaire, tourné vers la mer, avec des atouts industriels, logistiques et portuaires de grande valeur pour le pays tout entier. Autrement dit, la Communauté urbaine du Havre est un territoire stratégique, le centre de gravité économique du projet "la Normandie, région monde".

- Quels seront ses moyens ? On ne les connaît pas encore. Son premier budget résultera de la simple addition des trois budgets actuellement préparés - de façon séparée -, par les intercommunalités fondatrices. Son montant total devrait avoisiner les 510 à 520 M€, dont 150 à 170 M€ pour l'investissement, ce dernier poste étant plus important que celui de beaucoup de Départements normands.

*Mon commentaire* : cette agrégation budgétaire ne permettra pas à l'exécutif de mettre en oeuvre, tout de suite, la totalité de ses priorités. Pour cela, il faudra attendre 2020, l'année des municipales, C'est une source de complication. 2019 sera donc une année de transition. Seule certitude, 10 M€ de dotations

## Le pari hydrolien d'Hervé Morin

Il faut reconnaître qu'Hervé Morin sait prendre des risques pour faire avancer les projets auxquels il croit. "Il joue au poker avec l'argent des Normands", disent ses opposants ; lui, il estime qu'il faut savoir parier pour gagner, en bousculant les timidités institutionnelles habituelles.

- Il vient encore de le prouver en annonçant l'ouverture de discussions entre la Région et SIMEC Atlantis Energy pour créer "Normandie Hydrolienne", une joint venture majoritairement détenue par Atlantis, qui serait le point d'appui d'une relance de la filière hydrolienne.

- C'est sa réponse à l'abandon du projet "Naval Group" de Cherbourg, annoncé en juillet dernier, un projet soutenu par la Région que l'État a remis en cause faute de perspectives commerciales suffisantes sur "un marché hydrolien qui se ferme".

- Avec Atlantis, Hervé Morin veut reprendre la main. Mais attention, les discussions ne font que commencer, elles seront compliquées.

- En tout cas, Timothy Cornélius, le DG d'Atlantis est très intéressé. La Normandie est, pour lui, un ticket d'entrée sur le marché français. Citation : "avec le Raz Blanchard, la France est assise sur une mine d'or. L'industrie "des courants de marée" entre désormais dans sa phase de commercialisation. Notre projet consiste à développer cette industrie en France. Avec le soutien du gouvernement, nous pourrions intervenir pour exploiter cette énergie, créer des emplois et stimuler le développement des régions Normandie et Bretagne."

- C'est sûr, Atlantis aura besoin du gouvernement français. Le 25 avril dernier, un premier contact avait été pris avec les services de la préfecture de Région, leurs impressions avaient été favorables : opérateur crédible, projet sérieux.

Le projet ? La construction d'une usine marémotrice de 1 GW d'ici à 2025, avec la possibilité de "la monter à 2 GW" rapidement, ce qui se traduirait par un investissement de 3,3 Md€. Ça fait rêver.

Hervé Morin reprend la main au moment au Siemens-Gamesa et le GPMH ont signé leur accord pour les deux usines éoliennes du Havre.

d'État supplémentaires devraient être débloqués en faveur de la CU. du Havre, de quoi mettre un peu de "beurre dans les épinards", on en reparlera sûrement, en avril, lors du vote de premier budget.

## • Les premiers chantiers.

S'il est élu président, Luc Lemonnier veut agir très rapidement dans deux directions : l'amélioration des services rendus aux citoyens (nul ne doit être exclu) et l'affirmation de la présence de son territoire en Normandie et sur l'axe Seine : "on va prendre la place qui nous revient..."

- À propos des services aux citoyens, il affiche 4 priorités pour développer "les solidarités territoriales" : l'organisation d'une nouvelle mobilité (Sylvain Picard, le directeur général de CTPO va être très sollicité), le numérique pour tous (le THD autour de Criquetôt est un vrai défi à relever), la gestion commune de l'eau, de l'assainissement et des déchets (sur le territoire de Criquetôt, le SEVEDE va se substituer au SMITVAD), sans oublier le dossier compliqué de l'entretien des voiries dont certaines sont communautaires et d'autres départementales. La réussite de ces chantiers dépendra beaucoup de la qualité du dialogue entre les maires et les services communautaires (plus de 2 000 agents environ) ; "il faut jouer la carte de la proximité, insiste Luc Lemonnier, sur tous les sujets, l'élu local doit connaître son interlocuteur, doit savoir qui appeler..." C'est plus facile à dire qu'à faire : un beau défi à relever.

- Enfin, à propos de l'affirmation du rôle stratégique du Havre, Luc Lemonnier pense que la Communauté urbaine va accroître la lisibilité du territoire sur le thème "le port et l'industrie, c'est nous !" et sur les grands projets d'infrastructure. Il y a, bien sûr, la LNPN "ici, notre bataille est celle du confort, de la régularité et du cadencement", il y a aussi l'aéroport d'Octeville "nous allons renouveler la DSP en 2020, notre volonté est de l'allonger à 8 ou 12 ans pour permettre à l'exploitant de mettre en oeuvre un vrai projet de développement", il y a enfin la formation supérieure "on doit trouver au Havre tout ce dont ont besoin les grands acteurs industriels et portuaires". Pour ces dossiers, Luc Lemonnier raisonne aussi à l'échelle du pôle métropolitain de l'Estuaire, une matrice d'acculturation "utile pour avancer."

Mon commentaire : adossé à Édouard Philippe, Luc Lemonnier va pouvoir se faire davantage entendre en Normandie grâce à la Communauté urbaine. Mais il ne doit pas oublier que la bataille des municipales s'annonce très difficile.

## Et pendant ce temps-là...

### • La Normandie, plaque politique "sensible".

Tandis que Stéphane Travers redevient député de la Manche, Sébastien Lecornu poursuit son ascension politique en devenant, à 32 ans, ministre de plein rang, chargé des collectivités territoriales, auprès de Jacqueline Gourault. Dans le département de l'Eure, il a placé ses "amis" aux postes-clés, en Normandie, son influence s'accroît ; ses relations avec Hervé Morin, toujours critique à l'égard du gouvernement, vont devenir de plus en plus compliquées. Lecornu vs Morin : la Normandie est en train de devenir une plaque politique sensible d'intérêt national, sous le regard d'Édouard Philippe.

### • Joël Bruneau emprunte 120 M€.

Dans le cadre du plan de financement de son nouveau tramway (coût total : 250 M€, dont 60% à la charge de Caen-la-Mer), Joël Bruneau vient de signer un emprunt de 120 M€, sur 27 ans, auprès de la Banque Européenne d'Investissement. Son taux est particulièrement attractif : 1,5%.

### • Hervé Morin investit massivement.

750 M€, ce sera le montant des investissements de la Région en 2019, un montant en augmentation de 50%. Ventilation : 340 M€ pour la formation, l'économie et les infrastructures, 330 M€ pour les trains, 80 M€ pour les lycées.

## Pas de factures, pas de fonds.

Si rien n'est fait, la Région Normandie va devoir "rendre" à Bruxelles une bonne partie des fonds européens qui lui ont été attribués, en raison des retards pris dans la réalisation de ses projets éligibles. C'est ce qu'on appelle la règle "du dégagelement d'office".

- Le CESER tire le signal d'alarme, il invite Hervé Morin à renforcer ses équipes en charge de l'instruction des dossiers ; il faut remobiliser les porteurs de projets ; le message est clair : sans travaux, pas de factures, pas de factures, pas de paiements européens.

*À noter : tous les fonds européens sont concernés, mais la situation est particulièrement préoccupante pour l'Eure et la Seine-Maritime où le taux de paiement FEDER/FSE est de 19,4% à mi-parcours et de 14% pour le FEADER.*

## La Manche oubliée ?

Président du CD.50, Marc Lefèvre ne cache pas son mécontentement : "après l'hydrolien, la Manche est une nouvelle fois trahie par le gouvernement".

- Il vient en effet de constater que son département est exclu du nouveau programme immobilier pénitentiaire et que la nouvelle prison dont il a besoin ne sera pas construite.

*Naturellement, il s'interroge sur l'importance de l'influence des 3 députés LREM de la Manche auprès du gouvernement.*

## L'Orne : 100% fibré en 2023.

Un an après avoir "boosté" la mise en oeuvre du plan numérique de son Département, Christophe de Balorre confirme son ambition : "l'Orne, 100% fibré en 2023".

- Il est satisfait des avancées réalisées par Orne Métropole THD, une filiale d'Orange, notamment dans les secteurs d'Argentan et de l'Aigle.  
- Nouvelle étape : dans le cadre du plan national France THD, il veut aller plus loin avec 112 000 nouveaux foyers desservis dans les 4 ans, avec l'aide de l'État, de la Région, de l'Europe et d'Orange.

*À noter : après la mobilité, le numérique est le deuxième poste d'investissement du CD 61: environ 7 M€ prévus au budget 2019.*

## Nicolas Grivel à Rouen

### Programme ANRU 2 : il est temps d'ouvrir les chantiers

DG de l'ANRU, Nicolas Grivel est donc venu signer à Rouen deux conventions de mise en oeuvre du NPNRU, le nouveau programme national de renouvellement urbain. La première a été signée avec la Métropole, la seconde avec le Département ; tous les co-financeurs étaient présents autour de la préfète : Frédéric Sanchez, Pascal Martin et Rodolphe Thomas.

*Mon commentaire : en signant, Nicolas Grivel a envoyé un premier message "beaucoup de projets sont prêts, les autres seront validés avant l'été 2019, il est temps d'ouvrir les chantiers". Le NPNRU entre dans sa phase opérationnelle, et toute la Normandie est concernée.*

### 264 M€ pour 22 quartiers.

Dans le cadre du NPNRU, l'ANRU va consacrer 264,1 M€ à la réhabilitation des quartiers prioritaires en Normandie.

- 22 quartiers sont concernés dont 6 d'intérêt national (comme les "Hauts de Rouen" ou "Lisieux-Hauteville") et 16 d'intérêt régional (comme "Le Chemin Vert" à Caen, "Fourches-Charcot" à Cherbourg, "Saint-Michel" à Flers, "La Passerelle" à Pont-Audemer, ou encore les quartiers sud du Havre...).

- Tous ces quartiers ont des caractéristiques communes : une grande précarité, un taux de chômage élevé, une concentration de logements sociaux, un cadre de vie dégradé, des activités économiques insuffisantes, des centres commerciaux dévitalisés, une image négative.

- L'ANRU ventile ses financements de la façon suivante : 219,2 M€ aux quartiers d'intérêt national et 44,9 M€ aux quartiers d'intérêt régional ; l'objectif n'est plus seulement de traiter le bâti (les barres d'immeubles, les voiries et accès, etc.), mais de réintroduire de la vie (grâce à des commerces et des services par exemple) pour renforcer la mixité et la cohésion sociales.

*Mon commentaire : de son côté, la Région ne reste pas inactive. Elle consacre 88 M€ à la rénovation urbaine des quartiers prioritaires en articulant son action avec celle de l'ANRU, "mais nous ne sommes pas une variable d'ajustement" dit Rodolphe Thomas qui rappelle au passage que, logiquement, sa collectivité soutiendra davantage "les quartiers d'intérêt régional".*

### On passe la surmultipliée

Devant les élus, Nicolas Grivel a beaucoup insisté sur l'accélération du programme, rendue possible par le doublement de ses capacités de finance-

## Et pendant ce temps-là...

### • Eure : un médecin peut s'installer en une journée.

Nouveau et intéressant : pour attirer des médecins sur son territoire, le Département de l'Eure, avec l'ARS, la CARSAT, la CPAM et l'URSSAF, vient de mettre en place un dispositif d'accueil, unique en France, qui permet à un professionnel reçu le matin d'accueillir ses premiers patients l'après-midi, en ayant effectué toutes les démarches nécessaires.

Concrètement, tous les mardis et jeudis, un médecin qui souhaite s'installer dans l'Eure peut, sur rendez-vous, rencontrer en un lieu unique tous les partenaires qui vont pouvoir l'aider à démarrer son activité dans les meilleurs délais. Ce n'est pas la solution miracle pour lutter contre la pénurie de médecins, mais c'est une avancée positive qui pourrait faire école.

*Commentaire : tous les départements normands cherchent des solutions pour lutter contre la désertification médicale. Mais chacun le fait à sa façon. Dans la Manche, par exemple, le président Marc Lefèvre veut développer les consultations à distance avec la télémédecine (les premières expérimentations pourraient avoir lieu avant la fin de l'année), ouvrir une plate-forme téléphonique pour orienter les patients en fin de soirée et le week-end ; il pense aussi décharger les médecins de certaines tâches qu'on peut confier aux infirmiers. Des discussions sont en cours avec l'ARS.*

## Patrick Gomont.

Le maire de Bayeux est nommé vice-président de la région en charge de la culture et du patrimoine. Il succède à Emmanuelle Dormoy.

## Parcours-Métier.

Nouveau et intéressant. Pour faciliter l'accès à l'information sur l'emploi, l'orientation et la formation, la Région Normandie vient de créer "Parcours-Métier", un portail numérique à l'usage des demandeurs d'emploi, des apprentis, des stagiaires et des entreprises.

VP. formation de la Région, David Margueritte est à la manœuvre.

## Bonne saison touristique.

6 professionnels sur 10 affirment que la saison estivale a été bonne en Normandie. Sur le littoral et dans les villes, la satisfaction est très grande. - Principale explication : le soleil. Notons que, du Festival de Beuregard à Hérouville jusqu'au Festival des Cerfs Volants à Dieppe, les événements de qualité ont attiré un public nombreux.

À noter : les Britanniques, les Belges, les Allemands et les Néerlandais sont les touristes étrangers les plus nombreux.



## Vous voulez vous abonner ?

C'est très simple, contactez :

**Béatrice Tierce au 02 32 49 26 44**

beatrice.tierce@wanadoo.fr

14, rue de l'Argillière - 27910 Les Hogues

Abt : 250 € TTC/an pour 44 n° (TVA 2,1%)

**La CHRONIQUE**  
de Normandie  
Récits des hauts faits, projets, humeurs et ambitions des responsables de la Région

Lettre hebdomadaire éditée par :

### Chroniques et Actions

14, rue de l'Argillière, 27910 Les Hogues  
Tél. 02 32 49 33 21 - 06 11 10 81 22

N° CPPAP : 1008 | 88511 - ISSN 2117-9743

Impression : Chroniques et Actions

### Directeur de la publication :

Bertrand Tierce

### Rédacteur en chef :

Bertrand Tierce

**Abonnement** : 250 € TTC/an pour 44 n°  
(TVA 2,1%)

### Chroniques et Actions

SAS au capital de 8 000 Euros  
SIRET : 488 406 752 00011 • RCS Evreux

ment décidé par le Président de la République. L'ANRU peut passer la surmultipliée, "ce qui devrait favoriser l'atterrissage des projets..."

- Ici, les élus soulignent l'importance de l'effet de levier provoqué du NPNRU, "sur le territoire de la Métropole, dit Frédéric Sanchez, 50 000 habitants sont concernés, notre feuille de route sera prête début 2019, je pense que le montant de nos engagements s'élèvera à 350 M€."

- Naturellement, la réussite ne dépend pas seulement de l'argent. Elle dépend surtout de la mobilisation de toutes les parties prenantes, du bailleur social à la municipalité, des services de l'État aux opérateurs privés, pour imaginer les meilleures solutions, en mobilisant l'expertise nécessaire. De fait, certains dossiers sont très complexes à gérer comme, par exemple, le traitement des copropriétés privées très dégradées du quartier du Château Blanc à Saint-Étienne-du-Rouvray. Le manque d'expertise est aussi un vrai problème pour les petites villes, le maire de Cléon l'a rappelé.

*Mon commentaire* : Nicolas Grivel se félicite de la bonne intelligence des cofinanceurs ; "nous ne sommes pas d'accord sur tout" précise Frédéric Sanchez, "nos discussions sont parfois franches" ajoute Pascal Martin, mais en Normandie tout le monde est là. En France, ce n'est pas le cas partout, le directeur général de l'ANRU y voit un effet de l'action positive de Fabienne Buccio.

## Toujours "hors normes".

### La quadrature de Val-de-Reuil.

La Chambre régionale des comptes vient de publier son rapport d'observation sur la gestion de Val-de-Reuil, une commune nouvelle qui a toujours connu d'importantes difficultés financières depuis sa création en 1981.

- Marc-Antoine Jamet, son maire d'aujourd'hui, va apprécier un premier constat : en 2016, la ville présente une situation meilleure qu'en 2012, notamment grâce aux aides financières reçues de l'Etat, de la Région et du Département et à une gestion moins plus étalée de sa dette.

- En revanche, et toujours à propos de la dette, la CRC souligne pudiquement son caractère "hors normes", à savoir 2 915 € par habitant contre 918 € en moyenne, une dette à laquelle s'ajoutent des engagements "hors bilan" à l'égard de l'EPF Normandie. 2 915 €, c'est un record normand !

*Résultat*, la fiscalité reste très élevée alors que la proportion de logements sociaux reste supérieure à 66% et que la population - jeune - dispose d'un niveau de revenu faible. On l'a compris, pour s'en sortir, c'est la quadrature de cercle.

## Et pendant ce temps-là...

### • MSD s'agrandit.

Le laboratoire américain MSD (pharmacie-santé animale à Igoville - 27) va consacrer 38 M€ à la création d'un nouveau bâtiment qui abritera un atelier de production et un atelier de remplissage conditionnement. Ouverture en 2020.

### • Les priorités de POLEPHARMA.

Présidé par Stéphane Thiroloix, le cluster POLEPHARMA (Centre, Normandie, Ile-de-France) vient de présenter à Mont-Saint-Aignan (76), sa feuille de route 2019. 3 axes prioritaires – l'oncochimie, le biotesting et le microbiote. POLEPHARMA organisera des événements-clés sur le microbiote en avril 2019 et sur le biotesting en octobre 2019.

### • 10 M€ pour des ferries plus propres.

Le Département de la Seine-Maritime va investir 10 M€ afin de moderniser le Seven Sisters et le Côte d'Albâtre, ses deux ferries transmanche. L'objectif est de les rendre moins polluants, les travaux seront réalisés en 2019.

### • Les "retombées d'EDF".

CCI Normandie et EDF viennent de signer un accord de partenariat. Objectif : faciliter l'accès des PME-PMI aux marchés d'EDF.